

Monsieur le Ministre,

Lundi, vous allez ouvrir des discussions sur les métiers d'enseignant. Le SNUipp-FSU s'y présentera ouvert et déterminé à obtenir des avancées significatives pour la reconnaissance et le quotidien de ceux qui font vivre l'école. La déception ne peut pas être au rendez-vous. Nous espérons à cet égard que vous avez obtenu des garanties du gouvernement pour mettre sur la table les moyens qui se traduiront par des propositions concrètes.

L'école et les enseignants souffrent actuellement. Cette réalité ne date pas d'aujourd'hui. C'est un fait. Mais, vous devez comprendre le climat d'exaspération qui traverse en ce moment le milieu enseignant dans les écoles : grèves, manifestations, rassemblements, des mobilisations tous azimuts ont fleuri dans les départements. Elles expriment une réalité. Les enseignants ont le sentiment d'être incompris, négligés et peu soutenus. Il faut dire qu'ils bataillent pour faire un métier dont ils veulent être fiers, constamment engagés pour la réussite de leurs élèves et ce dans des conditions très difficiles et sans vivre de changements perceptibles de leur quotidien professionnel. Effectifs dans les classes trop chargés, élèves en difficulté insuffisamment aidés, élèves en situation de handicap sans bénéficier d'une aide ou d'une formation adaptée, formation continue inexistante, rapport à la hiérarchie toujours teinté de caporalisme, direction d'école sous tension : tel est le quotidien des enseignants des écoles primaires encore aujourd'hui.

Et quand à cela s'ajoute une mise en œuvre de la réforme des rythmes ici et là chaotique et une préparation des nouveaux rythmes pour la rentrée 2014 dans une cacophonie croissante, vous avez là tous les ingrédients d'une situation tendue qui ne peut être balayée d'un revers de la main.

Nous condamnons l'instrumentalisation politique de ce sujet à l'approche des élections municipales. Mais attention aussi aux explications faciles. Attention à ne pas nous servir la fable d'enseignants corporatistes qui seraient ingrats et rétifs aux changements. Nous invitons ceux qui seraient tentés par cette petite musique, à passer quelques jours dans une école de leur choix, à quatre jours ou quatre jours et demi. Sans doute reconsidéraient-ils leur jugement.

La réforme des rythmes « mal fichue agit comme le révélateur d'une réelle lassitude professionnelle à laquelle vous seriez bien avisé de répondre. Nous voulons des mesures qualitatives pour l'école et les enseignants soutenues par un budget à la hauteur de l'engagement pour la priorité au primaire. Certes, nous ne sommes plus au temps des suppressions de postes et c'est tant mieux. Mais, nous ne sommes pas encore dans l'ère d'une déclinaison perceptible pour les enseignants de cette

priorité à l'école primaire. Nous vous demandons d'apporter très vite des réponses tangibles.

C'est ce message qui est scandé actuellement, c'est ce message que nous porterons aussi le 20 novembre devant le ministère. Nous vous avons écrit le 4 novembre dernier pour vous faire des propositions. A ce jour, nous n'avons toujours pas de réponse. Voilà, une drôle de manière de considérer le dialogue social que vous appelez pourtant de vos vœux. Il y a aujourd'hui un vrai problème au sein de la maison Education nationale. Vous réservez vos déclarations à l'opinion publique et ne parlez plus à ceux qui font l'école au quotidien.

Faute de réponse, la question d'une grève nationale est donc clairement posée. Nous avons invité une intersyndicale du premier degré à cet effet le mercredi 20 novembre au soir.

Réécriture du décret sur les rythmes pour donner de la souplesse et créer du consensus, remise à plat complète là où la mise en place est par trop insatisfaisante, améliorations des conditions de travail avec de la confiance et du temps, renouveau de la formation continue des enseignants, revalorisations du métier avec un alignement de l'ISAE sur l'indemnité du second degré, amélioration du régime de décharge pour les directeurs d'école, mesures concrètes pour les conditions d'exercices des enseignants exerçant en éducation prioritaire, baisse des effectifs notamment pour la maternelle, montée en charge du plus de maîtres que de classes pour travailler autrement à la réussite des élèves, réhabilitation concrète des RASED par de nouvelles implantations et une augmentations des départ en CAPA-SH, la priorité au primaire doit maintenant se vivre concrètement dans nos écoles. Il y a urgence.